



**Restauration scolaire des collèges publics
Proposition du cadre tarifaire 2018**

Rapport n° CD/2017/030

Service Chef de file :

J3-Collèges

Service(s) associé(s) :

Résumé :

Selon les dispositions définies par la loi du 13 août 2004 et le décret du 29 juin 2006, l'Assemblée départementale a adopté, le 22 juin 2009, le cadre tarifaire applicable à l'ensemble des restaurants scolaires des collèges publics.

Ce rapport propose au Conseil Départemental de décider d'actualiser le cadre tarifaire pour 2018, applicable au 1er janvier 2018.

En application des dispositions du décret du 29 juin 2006 et de l'article L.213-2 du Code de l'éducation, le Conseil Général du Bas-Rhin a adopté, le 22 juin 2009, le cadre tarifaire applicable à l'ensemble des restaurants scolaires des collèges publics.

Il est mis à jour annuellement.

Le cadre tarifaire ne s'applique que dans les restaurants scolaires des collèges publics disposant d'une cuisine de production. Les restaurants télérestaurés ou faisant l'objet d'un marché de service pour la préparation et la distribution des repas, appliquent les tarifs en fonction du coût proposé par leur prestataire. Les collèges hébergés par un autre établissement sont soumis aux conditions tarifaires de ce dernier.

Il convient de distinguer le tarif acquitté par les collégiens et celui des commensaux (enseignants, personnels administratifs et techniques des collèges). Le tarif des Adjoints Techniques des Collèges (ATC), enfin, fait l'objet d'un traitement particulier.

1. Les principes du cadre tarifaire

- 2 tarifs planchers :

- Forfait élève : le prix du repas unitaire sur un forfait annuel de 4 jours par semaine, ne pouvant être inférieur à ce plancher, revalorisé chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation,
- Tarif commensal : le prix minimum du ticket est la valeur retenue par l'administration fiscale et sociale pour le calcul des avantages en nature.

- 2 tarifs uniques revalorisés chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation :

- ATC et les emplois aidés relevant de la collectivité,
- Catégorie C et assimilés pour les agents de l'Etat (surveillants et emplois aidés).

2. Proposition de grille tarifaire à compter du 1^{er} janvier 2018

L'indice IPC (Indice des Prix à la Consommation) pour les repas dans un restaurant scolaire pris en compte pour l'évolution annuelle des tarifs, a évolué de 1,84 % de janvier à décembre 2016.

Aussi, il est proposé au Conseil Départemental de décider d'augmenter les tarifs 2018 pour les restaurants scolaires des collèges publics disposant d'une cuisine de production.

Les tarifs 2018 seraient les suivants :

- forfait élève : le prix du repas unitaire sur un forfait annuel 4 jours par semaine, serait fixé au minimum de 3,19 € le repas (contre 3,13 € en 2017),
- tarif commensal : le prix du repas unitaire serait fixé au minimum de 4,75 €, montant retenu par l'administration fiscale et sociale pour 2017 (contre 4,70 € en 2017),
- ATC et emplois aidés relevant de la collectivité : 2,45 €, tarif unique (contre 2,41 € en 2017),
- catégorie C et assimilés pour les agents des services de l'Etat : 3,44 €, tarif unique (contre 3,38 € en 2017).

Conformément aux dispositions de l'article L421-11 du code de l'éducation, les éléments tarifaires nécessaires à chaque collège pour l'élaboration de son budget seront notifiés par le Département en même temps que les dotations de fonctionnement, avant le 1^{er} novembre 2017.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Après en avoir délibéré, le Conseil Départemental décide de fixer :

- le cadre des tarifs 2018 comprenant les tarifs applicables dans les restaurants scolaires des collèges publics disposant d'une cuisine de production à compter du 1er janvier 2018 aux montants suivants :

- un tarif minimum de 3,19 € par repas pour les collégiens,

- un tarif minimum de 4,75 € par repas pour les commensaux,

- un tarif unique de 2,45 € par repas pour les personnels adjoints techniques des collèges « ATC » et les emplois aidés relevant de la collectivité et travaillant dans un établissement disposant d'une cuisine de production,

- un tarif unique de 3,44 € par repas pour le personnel de catégorie C et assimilés, pour les agents des services de l'Etat (notamment surveillants et emplois aidés).

Strasbourg, le 07/06/17

Le Président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'F. Bierry', written in a cursive style.

Frédéric BIERRY